

QUELQUES ARGUMENTS ÉCONOMIQUES POUR LA VALORISATION ET LA CONSERVATION DES FORÊTS AUTOCHTONES EN ESPAGNE

par HELEN J. GROOME*,
Manuel RUIZ PEREZ**
et Alvaro LLORCA**.

INTRODUCTION À LA SITUATION FORESTIÈRE EN ESPAGNE

Le débat sur l'administration des forêts et les essences que l'on devrait favoriser en Espagne remonte à la moitié du siècle dernier. Les recherches naissantes sur la technologie forestière qui se développaient alors en Allemagne et qui servirent de modèles à d'autres pays européens furent introduites en Espagne par Esteban Boutelou et Augustin Pascual en 1845 (E. Bauer, 1980); c'est ce qui a donné lieu à la création de l'*« Escuela Técnica Especial de Ingenieros de Montes »* en 1847, et du *« Cuerpo de Ingenieros de Montes »* en 1853. Depuis leur fondation, la politique forestière a participé aux changements intenses qui se produisaient dans la vie publique du pays, en reflétant une partie des nouvelles idées libérales qui surgissaient, et qui ont abouti à la disparition de l'ancien Régime.

Au cours des pourparlers, il existait une concertation permanente pour faire la synthèse des différents intérêts et points de vue en présence. Ainsi, au siècle dernier, les discussions sur la politique forestière ont été centrées sur le caractère public ou privé que devraient avoir les forêts (suivant l'expérience de « Desamortizaciones »), sur la contradiction entre les usages forestier et pastoral et sur la convenance ou non de développer les nouvelles espèces à croissance rapide qui commençaient à être introduites (débat entre les prises de position économiques à court terme et celles d'économie soutenue et à long terme).

Toutes ces discussions divergentes ont été brutalement freinées par l'écroulement de la Deuxième République et la promulgation du Réglement du nouveau « Patrimonio Forestal » de l'Etat (PFE) en 1941, qui a établi les bases du boom des monocultures forestières d'espèces à croissance rapide ces 40 dernières années.

Actuellement la concertation se base fondamentalement sur les bénéfices et les préjudices de l'utilisation massive d'espèces exotiques à croissance rapide qui très souvent occupent l'espace de la forêt naturelle abattue à cette fin. Tandis que les défenseurs de ces reboisements continuent à insister sur leur importance économique, en y ajoutant quelques arguments conservateurs et « régénérationnistes », beaucoup de détracteurs soutiennent ces allégations, oubliant fréquemment la grande valeur économique de la forêt autochtone, quoiqu'en vérité, beaucoup de voix, même dans l'industrie forestière, se soient élevées contre cette politique pour des raisons économiques (Garca Franco, 1982).

Dans notre travail, nous voulons contribuer au débat en apportant d'importants arguments économiques en vue d'une politique plus dirigée vers les forêts naturelles du pays, et démythifier quelques uns des prétextes avancés par ceux qui veulent promouvoir les espèces à croissance rapide.

ARGUMENTS ÉCONOMIQUES POUR VALORISER LA FORÊT

Parmi les usages cités auparavant, nous nous occuperons du bois de construction, du bois de feu et du liège, produits considérés actuellement comme forestiers. Il ne faut pas oublier, néanmoins, l'importance des pâturages, des fruits pour le bétail, etc... dans l'économie rurale. Une excellente revue des produits naturels de la forêt méditerranéenne a été publiée par Peduzzi (1984).

Les principaux points à considérer dans l'analyse de la politique forestière qui a été suivie se réfèrent à l'évolution des prix perçus pour différents types de produits, au commerce extérieur des produits forestiers et leurs transformations industrielles, et à la disponibilité future des divers types de bois.

D'après le Tableau I, la politique forestière de la décennie 40 a favorisé l'obtention d'une croissance rapide, accompagnée d'une diminution de la production, en termes réels, des autres produits. Cela est dû à l'expansion déjà mentionnée des monocultures par l'intervention directe de l'Etat sur des terres de propriété publique ou par l'intervention indirecte au moyen de subventions, consortiums, prestations techniques et de machines, etc.. à des propriétaires privés. On observe que, tandis que la production finale de bois a augmenté progressivement, passant de 45% de la production finale forestière (PFF) en 1965 à 73% en 1981, la production de liège a connu des fluctuations avec une nette tendance à diminuer. La résine et surtout le bois de feu ont souffert d'une baisse continue. Ainsi, ce dernier s'est situé à un niveau 14 fois inférieur à celui de 1965.

Tableau I. — Production en millions de pesetas constantes à la valeur de 1970 des produits forestiers.

Année	Total (PFF)	Bois	Bois	Résine	Liège	Chasse et pêche	Autres (1)
1965	11645.0	5252.7	1628.1	658.1	924.0	1275.3	1906.8
1966	11779.6	5572.0	1488.7	628.7	914.6	1419.6	1756.0
1967	11574.3	5390.4	1419.3	617.4	832.6	1643.2	1671.4
1968	11979.8	5696.8	1306.2	615.2	930.7	1800.0	1630.9
1969	13453.0	7301.8	1129.1	576.9	916.6	2018.8	1509.8
1970	13386.4	8172.3	1010.2	608.9	825.2	1618.0	2008.6
1971	13386.4	8172.3	737.6	567.3	505.3	1737.0	1666.9
1972	14999.4	8440.4	894.2	570.8	496.9	1984.0	2613.1
1973	14915.2	9398.4	459.7	571.5	677.6	3119.0	689.0
1974	15969.8	10320.9	273.7	558.5	846.6	3078.0	892.1
1975	15596.2	10483.9	317.8	539.0	554.4	2890.2	810.9
1976	15847.4	10974.0	268.1	437.4	597.8	2382.6	1187.5
1977	17196.3	12255.7	230.3	255.2	588.2	2749.5	1117.4
1978	17436.1	12998.6	181.1	341.0	545.1	2790.7	579.6
1979	17490.0	12375.0	176.0	286.0	591.0	3176.0	886.0
1980	16030.7	11071.5	123.0	371.9	744.0	3045.8	674.5
1981	16586.1	12050.9	112.4	362.9	504.0	2790.0	765.7

(1) Y compris : alfa, pâturages, glandée, plantes et résidus végétaux pour les litières des bestiaux, semences forestières, etc...

Source : Ruiz & Groome, 1984.

Cette évolution divergente est due à 2 facteurs fondamentaux : différences entre les volumes produits et différences dans les prix perçus. Dans le Tableau II, on rassemble le rapport des produits essentiels forestiers. De même que pour la production finale, le volume de bois a connu une augmentation continue, tandis que celui du liège, de la résine et du bois de feu a diminué substantiellement. D'autre part, une analyse des prix perçus nous montre, selon la Figure 1, que leur variation ne correspond pas avec la variation des quantités produites. Le prix du bois a augmenté significativement moins que celui des autres produits forestiers, ce qui acquiert de l'importance si l'on considère que ce bois suppose le principal apport au PFF, étant actuellement 12 fois supérieur à celui de l'ensemble du bois de feu, de la résine et du liège.

Par conséquent la politique forestière en question a impliqué un accroissement et une spécialisation des produits qui se revalorisent le moins sur le marché, tout en abandonnant les produits forestiers qui ont maintenu des prix plus favorables. Ce manque d'utilisation s'est aggravé par la disparition, au cours des 40 dernières années de plus de 2 millions d'ha de forêt naturelle ce qui représente plus du quart de la superficie qu'elle occupait avant cette période (Garcia Dory et al., 1984).

BOIS NOBLES

Une analyse détaillée de la production de bois nous indique à son tour que, bien qu'elle ait augmenté continuellement durant les dernières décennies, elle s'est concentrée principalement sur l'industrie de la pâte de papier, qui actuellement absorbe aux environs de 40 % du bois consommés dans le pays, tandis que la production de bois noble d'origine autochtone, pour le secteur mobilier par exemple, a été abandonnée. L'information sur la production et les prix du bois est rassemblée sur le Tableau III. Alors que les 4 essences nobles (chêne, hêtre, noyer et châtaignier) produites dans le pays et hautement appréciées par l'industrie du meuble de qualité ont rapporté 1.100 millions de pesetas avec un volume de 295.000 m³. Bien que les espèces développées par la politique forestière basée sur les monocultures à croissance rapide, aient un volume de coupe plus important, il faudrait 2.5 fois plus de volume pour obtenir le même rapport.

Ces différences, qui sont la conséquence directe de la politique forestière, révèlent une prise de position des responsables de cette politique vers certaines industries consommatrices de bois de basse qualité — comme la pâte à papier, les panneaux — qui sont subventionnées directement ou indirectement avec des fonds publics, portant préjudice à d'autres industries, comme celles du meuble et du liège, qui ont vu s'amenuiser d'une manière importante l'étendue des forêts d'où proviennent leurs matières premières, comme nous l'avons commenté auparavant.

Cette valorisation ne se réfère pas seulement à l'expansion des monocultures de bois tendres de basse qualité, base de

Tableau II. — Production en volume de bois, bois de feu, résine et liège

Année	Bois 1000 m ³	Bois de feu * 1000 st	Résine Tm	Liège Tm
1965	5705	20255	46677	126192
1966	6049	18530	44591	121662
1967	5853	17659	43785	109494
1968	6181	16256	43632	121015
1969	7906	14091	40913	120415
1970	8627	12639	43083	109512
1971	8839	9626	40235	105909
1972	9130	11192	40485	104827
1973	10166	5754	40535	114702
1974	11164	3965	39613	116022
1975	11340	3979	38224	82497
1976	11870	3357	31023	88965
1977	13164	2809	18102	87537
1978	13962	2208	24184	81118
1979	13292	2165	20316	87859
1980	11892	1474	26374	75977
1981	12944	1370	25736	75037

* A partir de 1973, le menu bois destiné à la litière des bestiaux n'est pas inclus.
Source : Groom & Ruiz, 1984.

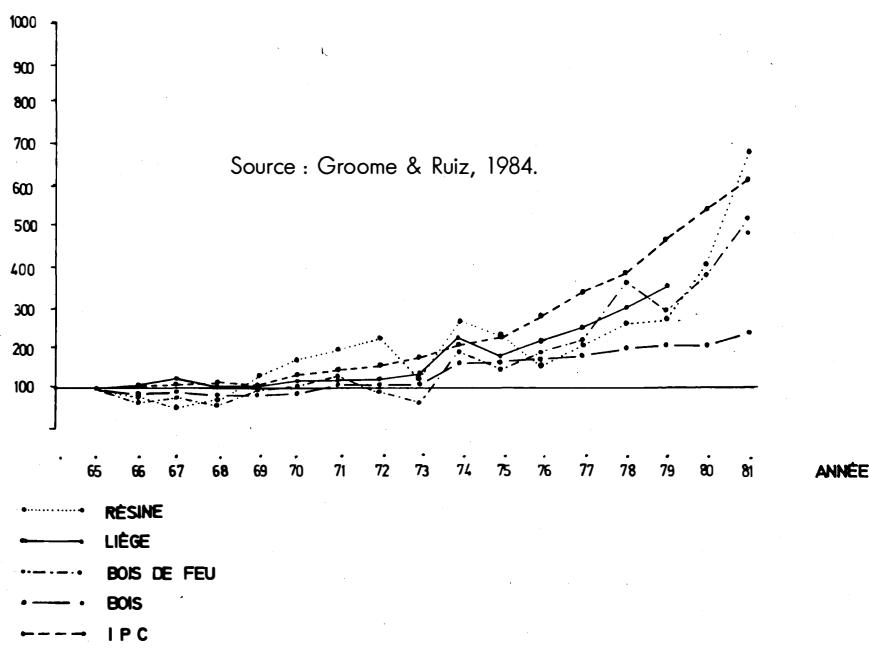


Figure 1. Indice des prix perçus pour les différents produits forestiers, 1965 = 100.

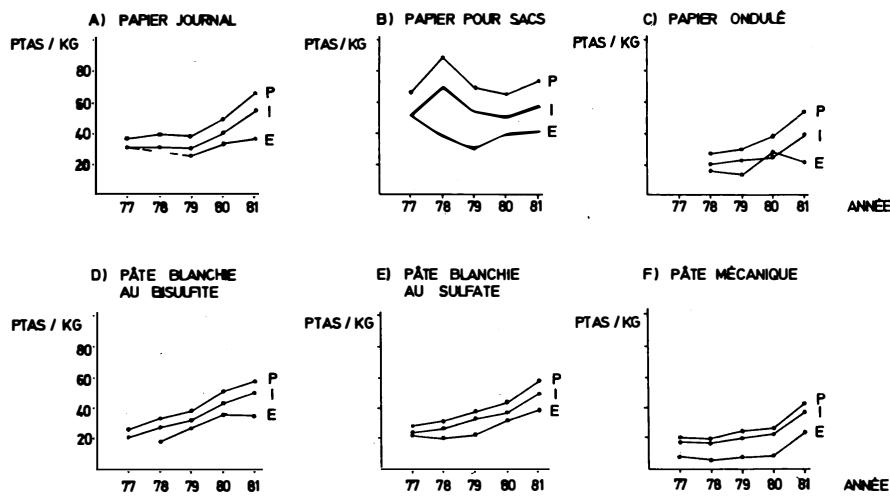
ces industries, sinon aussi à des stimulations et des subventions à l'exportation, à la protection du marché interne au moyen de tarifs, etc.. qui se soldent, avec des coûts de production supérieurs (Figure 2), d'une exportation de quantités importantes de papier; en 1981 un bilan positif a été atteint dans le commerce extérieur (Figure 3). Le prix élevé du papier d'édition est dû précisément à ce processus par lequel les « fabricants de papier protégés par 9 lustres de droit de douane, devient leur production vers d'autres marchés et provoquent au passage l'escalade des prix » (El libro español, 1984).

Dans ce sens l'Espagne peut atteindre la place, étonnante pour sa position géographique, d'exportateur net de papier. Néanmoins, il ne semble pas que puisse se maintenir la situation actuelle. L'entrée dans la C.E.E., avec la perturbation correspondante des tarifs douaniers, supposera un grand revers pour notre industrie protégée (il convient de rappeler que 50 % du commerce extérieur espagnol de produits forestiers se fait avec la C.E.E., en exportant 84 % de pâte à papier et 45 % de papier). En même temps, l'entrée dans le marché européen d'éventuels compétiteurs, comme l'Australie avec ses immenses plans d'expansion

Tableau III. — Production et prix des principales espèces de bois, 1982.

Essences	Production totale 10 ³ m ³	Valeur sur pied 10 ⁶ pts.	Prix sur pied pts/m ³
Pin à crochet	36	59	1638
Pin sylvestre	658	1812	2753
Pin laricio	294	483	1642
Pin maritime	2185	3694	1690
Pin pignon	183	256	1398
Pin d'Alep	384	378	1086
Pin des Canaries	6	9	1500
Pin de Monterrey	1164	1513	1299
Sapin	17	36	2117
Autres conifères	82	228	
 Noyer (1981)	 2	 35	 17011
Peuplier	521	1513	2904
Hêtre	174	736	4229
Châtaignier	70	172	2457
Chêne pédonculé	49	157	3204
Autres chênes	42	58	
Eucalyptus	1814	2374	1308
Autres caducifoliées	63	177	
 Autres (sans classificar)	 4329	 6695	
 TOTAL	 12073	 20385	

Source : *Manual de Estadística Agraria*. MAPA. 1984. Madrid.



P: PRODUCTION E: EXPORTATION I: IMPORTATION

Source : Groome & Ruiz, 1984.

Figure 2. — Prix de production, importations et exportations de plusieurs types de papier et carton, 1977-1981.

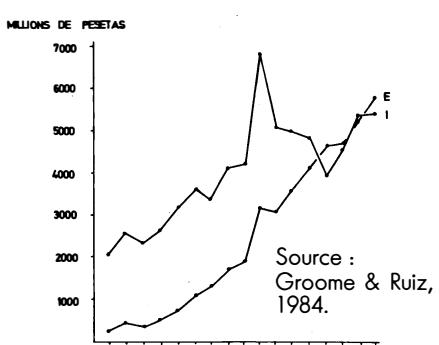


Figure 3. — Importations et exportations de papier et carton.

basées sur l'exigence de garantir des livraisons internes minimales de bois de qualité; ceci est très en vigueur à l'heure actuelle, à cause de la propension des principaux pays tropicaux exportateurs de bois à développer leur propre industrie de transformation (World Wood, 1978; Gatto, 1983). Cette tendance peut affecter négativement les industries du contre-plaqué et du meuble, qui se fournissent en bois dur surtout auprès des pays tropicaux (Ministerio de Industria, 1981). On prend la mesure de ce que signifient ces importations si l'on rappelle qu'elles ont atteintes une valeur de 11.112 millions de pesetas en 1981, quantité équivalente au déficit total du commerce extérieur des produits forestiers.

Logiquement, il serait utopique de prétendre le remplacement total des importations de bois tropicaux, mais pour sûr, il serait fondamental d'établir une politique forestière qui garantisse le maximum d'autoapprovisionnement et le minimum de dépendance de l'industrie mobilière en bois de qualité. Ce besoin est avancé par l'importance de l'industrie du meuble qui, en 1981, a obtenu des exportations pour une valeur de 11.451,4 millions de pesetas, et par le grand avenir que possède le « design » et la technologie des meubles en Espagne et sur le marché européen.

La politique forestière que l'on propose n'est ni une idée neuve ni une idée étrange. Elle a été conseillée par le Comité de l'Environnement du Parlement Européen (Mertens, 1982), par le « Forest Working Group » du Comité d'Agriculture de la C.E.E. (Gatto, 1983), et par divers organismes étatiques européens, tel que le « Nature Conservancy Council » du Royaume-Uni. En conclusion, il ressort que dans les projets forestiers il est essentiel de choisir les essences que les recherches les plus récentes conseillent pour chaque région, en soulignant l'importance des feuillus pour la production de bois durs de qualité. On peut prévoir pour l'avenir des restrictions de ce bois et une baisse de la demande de bois de basse qualité, surtout à cause des changements technologiques et effets de substitution par des produits alternatifs.

LIÈGE

Parmi les espèces autochtones de grand intérêt économique et à conseiller pour la valorisation se détache le chêne-liège, à cause des propriétés irremplaçables du liège. Malgré l'évolution favorable des prix déjà citée par rapport à d'autres produits forestiers, cette essence a été abandonnée ces dernières années surtout à cause de la montée des coûts de la main-d'œuvre et à l'absence d'une politique de régénération d'amélioration et de reboisement (Salgado, 1980). Bien que le manque de statistiques appropriées empêche une évaluation détaillée du recul du chêne-liège en Espagne, on peut estimer — pour le moins — qu'environ 120 000 Ha de chênaies ont été arrachées depuis les années 40, ce qui suppose le quart des masses pures existantes à cette époque (Inventario Forestal, plusieurs années). Cette situation se

forestière, ou le Portugal avec ses projets de mettre en valeur sa propre industrie papetière et d'éviter ainsi l'exportation de bois en rouleau de faible qualité (dont une partie est utilisée par l'industrie papetière espagnole), supposerait un obstacle presqu'infranchissable pour notre industrie forestière de transformation de bois tendres (pâte, papier et panneau).

Dans ce panorama, l'industrie du bois et du mobilier a élevé une protestation réclamant une politique forestière plus appropriée (Garcia Franco, 1982), qui prenne en compte la valorisation des espèces autochtones produisant des bois durs de qualité, tels le hêtre, le châtaignier et le noyer. Ces pétitions sont

réflete sur le Tableau II; la baisse soutenue de la production du liège donne une idée du degré d'abandon du secteur.

Dans ce sens, au Portugal les producteurs de liège sont beaucoup plus aidés par leur gouvernement, ce qui leur permet d'entrer en compétition à leur avantage avec l'Espagne dans les marchés internationaux (Misse, 1982). Il faut rappeler que l'Espagne exporte du liège brut; l'industrie portugaise le transforme et exporte ensuite les produits manufacturés.

Il est absolument nécessaire d'opérer un changement dans la politique envers le liège. Son prix continue à être favorable, si on le compare avec d'autres produits forestiers; il a un bon avenir, ce que l'on peut en juger à voir l'introduction de chênes-liège dans diverses zones de climat méditerranéen (California, Bulgarie). On n'a jamais complètement substitué les qualités du liège comme isolant, qui ont été accentuées par des techniques modernes (traitements chimiques préliminaires, agglomérés de particules de liège, etc...); la difficulté majeure du marché, c'est d'obtenir une livraison suffisante pour lui donner de la stabilité (Garcia Mendez, 1980), ce qui déplacerait les substituts actuels du liège, en augmentant sa demande.

Il existe d'autres raisons de type économique pour mettre en valeur les forêts de chêne-liège qui ne sont pas liées à la production du liège; en effet ces chênaies jouent un grand rôle pour fournir des pâtures et des fruits pour le bétail, et pour produire du bois de feu et du charbon de bois de qualité extra.

BOIS DE FEU ET CHARBON DE BOIS

Le bois de feu et le charbon de bois, utilisant traditionnellement la forêt et le « matorral », passe par une époque de crise et de régression. La politique à bas prix de l'énergie et l'exode rural de l'époque du « développement » en Espagne a supposé une baisse continue de cette production. Néanmoins, la crise énergétique a permis une récupération des prix et une stabilisation dans la production de bois de feu et de charbon de bois, augmentant nos exportations jusqu'à obtenir un bilan positif de 1000 millions de pesetas en 1982.

D'autre part il faut mentionner les recherches menées pour accroître le rôle des forêts, pour l'approvisionnement énergétique même dans les pays développés, où les nouvelles techniques d'exploitation et d'utilisation de tout type de menu bois ou de résidus forestiers à des fins énergétiques assurent un avenir à cet usage traditionnel. Dans cette optique, les recherches qui tendent à une meilleure utilisation de ces produits énergétiques permettent d'augmenter les exportations

grâce à la grande qualité de nos bois de feu et de charbon de bois, élargissant aussi notre éventail énergétique interne.

En même temps l'emploi des résidus végétaux indique une amélioration du nettoyage des forêts, ce qui réduit ainsi les dangers d'incendies, répercute dans l'emploi de la main d'œuvre, en rehausant une ressource déjà abandonnée plusieurs fois; et enfin elle permet d'augmenter la rentabilité de systèmes d'exploitation comme les « dehesas », contribuant de cette façon à une gestion multiple du territoire absolument indispensable.

CONCLUSIONS

L'évolution de la production forestière en Espagne montre un accroissement soutenu de la production de bois, et une diminution des autres produits forestiers de base. Cette évolution est en rapport inverse avec les prix; ainsi l'on peut dire que l'Espagne s'est spécialisée dans les produits forestiers qui se réévaluent le moins sur le marché.

De cette façon on a promu l'industrie forestière consommatrice de bois tendres de qualité inférieure (industrie de la pâte à papier et panneaux) tout en abandonnant les ressources fondamentales pour les industries du bois et du meuble, liège et autres. Ces dernières, par leur production pour le marché extérieur, volume d'exportation et perspectives d'avenir sont de grande importance pour le secteur forestier espagnol; il est clair qu'il faut réactiver la production interne de matières premières pour relancer l'industrie du liège et pour réduire la dépendance en bois nobles indispensables à l'industrie du meuble.

D'autre part, l'abandon des produits énergétiques traditionnels rend difficile la récupération de ce sous-secteur, vis à vis de la situation avantageuse actuelle qui probablement continuera dans l'avenir.

Tout ceci conseille d'effectuer une modification profonde de la politique forestière qui envisagerait de valoriser des monocultures forestières pour la production de bois tendres de qualité médiocre au lieu d'encourager le développement des forêts qui fournissent des bois durs, liège, bois de feu et charbon de bois, et permettent en même temps un emploi multiple du territoire en harmonie avec les pratiques traditionnelles agrosylvo-pastorales.

Cette relance doit être incluse dans un plan intégré qui va du secteur de la production de matières premières jusqu'à leur transformation les plus élaborées, et qui soit coordonné avec le reste des activités agraires du territoire.

H.J.G.
M.R.P.
A.L.

RÉFÉRENCES

- BAUER E. 1980. — *Los montes de España en su historia*. MAPA.
- El Libro Español. 1984. — La crisis del papel. *El Libro Español*, 312-313 : 22-29.
- GARCIA DORY, M.A. LLORCA, A. & PRIETO, F. 1984. — Evolución del Sector Forestal. *Quercus*, 13 : 10-14.
- GARCIA FRANCO, M. 1982. — Adrian Piera, quinta generación de una familia madrileña. *Comercio e Industria*, 119 : 58-65.
- GARCIA MENDEZ P. 1980. — El corcho de cara al mercado común y otros países. *Convención Mundial del Corcho*, 453-477. Madrid 20-25 Oct. 1980. Servicio de Pub. Agrarias.
- GATTO V. 1983. — *Second Report drawn up on behalf of the committee on Agriculture on Community forestry Policy*. European Communities. European Parliament Working Document 1983-1984, n° 1-783/83.
- GROOME H.J. & RUIZ M. 1984. — Producción y comercio exterior del sector forestal de España. *Boletín de Información Técnica (AITMI)*, 117 : 16-24.
- MERTENS M. 1982. — Opinion for the Committee on Agriculture on the motion tabled by Mr. Maher. (Doc. 1-122/80). Committee on the Environment, Public Health and Consumer Protection. European Parliament.
- Mº de Agricultura, Pesca y alimentación. 1965-1975. *El Inventario Forestal Nacional*. Madrid.
- Mº de Agricultura, Pesca y Alimentación. 1984. — *Manual de Estadística Agraria*. Madrid.
- Mº de Industria. 1981. — La industria de la madera en los años 80. *Economía e Industria*, 208 : 70-81.
- MISSE A. 1982. — Amenaza para la industria corchera española. *El País*, 19-XII-1982 : 54, 57.
- MONTOYA-OLIVER J.M. 1983. — Método para la ordenación silvo-pastoral. *Forêt Méditerranéenne*, 5(1) : 73-81.
- PEDUZZI M.E. 1984. — Recherche bibliographique sur les produits de la forêt méditerranéenne. *Forêt Méditerranéenne* 6(1) : 39-42.
- RUIZ M. & GROOME H.J. 1984. — Política forestal y comercio exterior del sector en España. *Información Ambiental*, 2 : 37-48.
- SALGADO E.S. 1980. — Importancia de la mejora alcornocal y su proyección en la industria. *Convención Mundial del Corcho*, 230-236. Madrid 20-25 Oct. 1980. Madrid. Servicio de Publicaciones Agrarias.
- World Wood. 1978. — World Wood Review. *World Wood*; 19/61: 9-78.